

Gaza, Palestine : produire coûte que coûte

*Août 2020. Notre-Dames-des-Landes, dans la belle salle de l'Ambasada. Le film **Le char et l'olivier** a été visionné par une salle comble, très majoritairement jeune. À un moment du débat, Pierre me demande de dépeindre la situation actuelle à Gaza. Alors fuse cette question : "Au vu de ce que vous décrivez, pourquoi vous refusez-vous à caractériser Gaza comme un camp de concentration ?"*

Une société dans les fers israéliens

Deux millions et demi d'êtres humains concentrés dans une cage de 360 km². Une cage au sens strict du terme : murs, grilles, aucun passage libre ; jeeps et tanks parcourant sans cesse une route de ronde enserrant l'enclave ; et la surveillance continue des ballons captifs et des tours tueuses, cette version XXI^e siècle des miradors. *La mort pour celui qui fuit.*

Près des trois quarts de ceux et celles qui survivent là sont nés ou descendent de parents qui sont nés en dehors de l'enclave : arrivés en vagues successives, poursuivis par les avions et les soldats, entassés de force à cette lisière du territoire conquis par les armes en 1948 par un État autoproclamé qui, violant point par point sa toute récente Charte, n'en sera pas moins admis membre de l'Organisation des Nations unies l'année suivante.

Au vu de ces réalités ignobles, oui, Gaza 2020 peut être nommé camp de concentration.

Cela n'épuise pas la réalité de Gaza. Gaza a connu plusieurs statuts depuis 1948. Grande pauvreté sous gestion égyptienne, avec incursions sanglantes israéliennes (le massacre de 1956), territoire occupé à partir de 1967, directement confronté aux soldats et aux colons (près de la moitié du petit territoire est interdit aux Gazaoui-es, entre colonies et camps militaires), mais avec possibilité de travail en Israël, formidable espoir de l'arrivée d'Arafat, espoir aussitôt déçu par la corruption généralisée des nouveaux arrivants couplée avec le premier encerclement physique (la première clôture matérialisant l'explicite "restriction de mouvements" imposée aux Gazaoui-es date de cette année 1994), encerclement qui se développera au fil du temps en un blocus de plus en plus féroce, intégral à partir de 2006-2007. La société gazaouie a toujours fait front. Capable de moments de lutte intenses, de la première Intifada aux grandes Marches du Retour. Et exemple superbe de la force de la résistance obstinée du quotidien.

Un tissu social dramatiquement malmené, qui ne rompt pas. Lorsque vous parcourez les rues, vous

tombez infailliblement sur une école, sur un centre péri-scolaire pour enfants, une micro-coopérative de femmes, une maison de quartier, des plaques annonçant des ONGs, de toutes tailles et forces, quelques ONGI ; des centres de santé ; une multitude de tous petits commerces, de stands de rue... Les grosses structures (hôpitaux, universités...) souffrent énormément, mais au jour d'aujourd'hui sont toujours actives.

Les gens de Gaza ne forment pas un bataillon uni autour de son drapeau, pas plus qu'ils ne sont une foule triste tenue de main de fer par d'implacables religieux. C'est un morceau vivant de la société palestinienne. Et c'est cela que l'occupant veut tuer à toutes forces.

Le travail de la terre, comme héritage et comme combat

Port de pêche, carrefour de commerces, centre d'une riche activité agricole : on retrouve les échos d'un Gaza actif jusque très loin dans le passé. Face aux immenses efforts déployés par Israël pour effacer ce passé, pour démanteler plus facilement une société palestinienne niée en tant que telle, le maintien de l'activité économique de Gaza est un enjeu capital. Et dans ce contexte, la question de la terre est cruciale.

Grignotées par l'urbanisation due à la pression démographique d'une population captive, les terres agricoles sont âprement défendues dans leur extension nord et est, ce qui met les paysan·nes en confrontation directe avec l'armée israélienne dans la dite zone tampon, un ruban de largeur variable au fil des circonstances, découpé le long de la barrière de séparation à l'intérieur de la bande de Gaza. Les paysans et paysannes de Gaza refusent d'abandonner leurs terres, ils et elles font face, dans un environnement doublement meurtrier, en tant que Gazaoui-es d'une part, en tant que paysan·nes d'autre part :

✓ ils/elles vivent sous occupation, démunis-es de la protection de leurs terres que le droit international devrait leur garantir ;

